

Les organisations de terrain sont prêtes pour un référendum

«Un rejet clair des mesures urgentes de la révision de la loi sur l'asile»

Dans le cadre de deux rencontres réunissant une coalition issue de toute la Suisse, les différents acteurs du mouvement de défense du droit d'asile se sont prononcés sur les mesures urgentes de la révision de la loi sur l'asile. Ils rejettent unanimement et fermement le contenu de ces mesures.

Le mouvement de défense du droit d'asile suisse, constitué d'organisations de terrain, des jeunesses de partis politiques, de syndicats, de partis politiques et de représentant.e.s des églises rejette fermement les durcissements de la révision de la loi sur l'asile. De Genève à Saint Gall, un consensus issu de la base et de l'ensemble des milieux engagés s'est dégagé quant au contenu de ces mesures.

Le rejet catégorique de ces durcissements n'est pas limité aux organisations de terrain et aux jeunesses des partis, mais est également partagé par le PS, les Verts, ainsi que l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) et ses membres. Durant le vote final, la quasi-totalité des parlementaires de gauche et des Verts ont rejeté ces mesures et ont exprimé leur position publiquement. [Le communiqué de presse de l'OSAR du 28 septembre](#) formule de manière claire les raisons pour lesquelles les mesures urgentes ne peuvent être acceptées.

Nouveau développement

L'annonce hier par l'UDC du lancement d'une initiative en faveur de camps d'internement était prévisible et crée une situation nouvelle. La politique bourgeoise tout comme celle du Conseil fédéral, consistant à prendre des mesures plus sévères dans le domaine de l'asile pour ne pas céder le terrain au camp populiste de droite, a échoué. La décision de la présidence du PS de lancer ou soutenir un éventuel référendum doit être d'autant plus sérieusement pesée face à ce nouveau contexte. En permettant aujourd'hui la création de centres spéciaux pour "récalcitrants", on jette les bases pour l'acceptation de centre d'internement pour tous.

Les organisations de terrain et les jeunesses des partis se tournent maintenant vers les acteurs institutionnels établis pour les inviter à traduire leur position en actes politiques concrets et à lancer le référendum. Les organisations de terrain sont elles-mêmes prêtes à assumer un rôle significatif pour le mener à bien. En raison de cet accord incontestable sur le contenu des mesures, il serait central de démonter cette unanimité par une action politique concrète.

Pour plus d'informations:

Marie-Claire Kunz | CSP-Genève | 078 774 43 78

Moreno Casasola | Secrétaire général de Solidarité sans frontières | 078 612 75 17

Andreas Lustenberger | Co-président Jeunes Verts Suisses | 076 523 80 38